

CIBLE

Cobayes

Aux États-Unis, des enfants handicapés, des prisonniers, des malades ont été volontairement soumis à des expériences d'irradiation au cours des années cinquante. Sitôt connue, la nouvelle a secoué d'horreur les citoyens américains et le monde entier. Ces méthodes, croyait-on, n'avaient été utilisées que dans les camps de concentration nazis.

Naïfs que nous étions ! Comme nous en prévenait ici même le prince Nicolas du Monténégro, le nazisme n'est pas mort avec Hitler. Il est à l'oeuvre dans tous les clans qui se déchirent la Yougoslavie au nom d'une introuvable ethnicité, comme il était à l'oeuvre dans les laboratoires américains de la guerre froide et dans les états-majors soviétiques qui envoyaient des troupes en terrain contaminé. Dès lors trois conclusions s'imposent :

- lutter plus que jamais contre le racisme et ses variantes ethnicistes.
- contrôler strictement le pouvoir scientifique, afin que l'homme ne soit plus considéré comme moyen.
- refuser les leçons de morale sur lesquelles les États-Unis prétendent fonder leur volonté d'hégémonie.

La défense des droits de l'homme reste, tragiquement, au coeur de l'actualité.

MANIFESTER

Pour l'école publique



Idées

L'Europe à imaginer

(p. 9)

France

Repenser la Défense

(p.6/7)



L'abbé Pierre a raison...

Oui, l'abbé Pierre a raison. Pas seulement d'exiger qu'entre en application le « droit au logement » pour lequel lui-même et le père Wresinski se sont tant dépensés depuis quarante ans. Il a aussi raison de mettre en cause nos responsabilités politiques. Voilà plusieurs années que nous semblons y avoir renoncé, tous partis confondus, au profit du privé ou aux dépens de l'initiative humanitaire. Or voilà qu'une limite est atteinte.

Démision du politique en Yougoslavie où les agressions les plus sauvages n'ont trouvé pour réponses que des palinodies diplomatiques et des convois palliatifs. Faillite croissante chez nous des systèmes de financement public du domaine social. On privatise d'un côté les entreprises publiques prospères et, par ailleurs, la recherche scientifique et médicale est réduite à mendier à la porte du cirque. Après la myopathie, le cancer, le SIDA, va-t-on mettre bientôt en concession médiatique les équipements hospitaliers moyennant un péage, comme sur les autoroutes ? A quand la souscription aux « bonnes » actions de la police, de l'armée, de l'école, sous l'oeil paternel de la potiche gouvernementale ? En est-on parvenu à l'exténuation de l'État que prophétisait Marx ?

De Téléthon en collectes humanitaires, l'on voit de plus en plus souvent la charité privée sollicitée pour se substituer aux pouvoirs publics défaillants. Dérive dangereuse.



1987 : Michel Drucker présente le premier téléthon sur Antenne 2.

Un récent rapport du Conseil économique et social (1) démontrait que, compte tenu des 60 000 logements sociaux construits et des 350 000 disponibles en mutation chaque année, « *loger les sans-abri et mieux accueillir les mal-logés supposerait que leur soit réservée la totalité des attributions pendant près de deux ans* ». Quelle privatisation, philanthropie ou prouesse du *show-biz* y pourvoient ?

La générosité des citoyens est grande, leur bénévolat passionné, et la conscience publique a su plusieurs fois se mobiliser cordialement devant l'urgence. Il reste parmi

nous, quoi qu'en dise Edgar Morin, une fraternité authentique entre personnes. Craignons qu'elle ne se lasse, et que la tolérance même ne déprime à force de sollicitations. Un sondage l'indique : moins de 23 % des Français sont prêts à « *aider concrètement une personne en difficulté* », contre 29 % en 1992 et 31 % en 1991. Les fichiers revendus et usés jusqu'à la corde par les officines de prospection des différentes oeuvres ont écumé jusqu'au plus modeste donateur, l'ont pilonné de tant de lettres, illustrations pathétiques et S.O.S. comminatoires que le client va se mettre en panne,

saturé. Il ne peut pas assumer seul le rôle de Providence universelle.

Et voici que le terrible petit mot lâché naguère par un premier ministre socialiste devient la devise de notre égoïsme d'État : « *la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde* ». Les Français un à un vont répondre : « *Nous non plus !* » Et c'en sera fait.

Revenons, pour l'amour de Dieu et notre honneur de peuple, revenons au politique. Sa vocation élémentaire est de répondre « au nom du peuple » en tout ce qui suppose un pouvoir supérieur à celui que chacun exerce en son domaine. Subsidiarité. Que l'État, nonobstant élections, sondages, et remous d'opinion prenne en charge tous les soucis de la nation et le dise. Là où des sacrifices sont exigés par devoir d'assistance du fort au faible, qu'on les consente ensemble - le principe de la C.S.G. était bon - plutôt que d'abandonner peu à peu nos impérieuses solidarités aux émolliences culpabilisantes et éphémères des téléthons.

Évitons cette régression de la Justice. Elle atteindrait en même temps les plus démunis et la politique. Au coeur.

François-G. CROUZET

(1) Rapport de Marcel Lair, du 2 décembre 1993.

L'esprit des lois

Que se passe-t-il dans un pays quand il n'y a plus qu'une opposition réduite à la portion congrue et un mouvement social encore faible et hésitant ?

La réponse est toute simple : le gouvernement et la majorité parlementaire ne se gênent pas pour faire la politique de leurs intérêts électoraux à court terme et, par conséquent, de leurs clientèles. La gauche, en 1981, n'avait pas pris de gants pour satisfaire son électorat tout en prenant date. Et la droite, maintenant, se hâte de remercier ses fidèles électeurs tout en préparant les élections locales et surtout la présidentielle. C'est ce qui s'appelle faire d'une pierre deux coups.

La pierre fut habilement lancée. Au lieu de prendre une revanche tonitruante dès le lendemain de la victoire, la droite a adopté une stratégie très chattemite : répartition lente des postes sensibles (mais le résultat est impressionnant) et mauvais coups en fin de session parlementaire, juste après le succès des négociations sur le GATT. Bien sûr, il y a l'abrogation de la loi Falloux (cf. notre éditorial) mais aussi quelques petits amendements de derrière les fagots qui ont ému une partie de la presse écrite et laissé de marbre les chaînes de télévision.

Célèbre depuis la grève d'Air France, l'aéronaute Bernard Bosson a montré qu'il savait mettre, si l'on peut dire, de l'huile dans le béton. Auteure d'une loi concernant l'urbanisme et la construction, le ministre et la majorité sénatoriale ont réussi un joli tiercé :

- abrogation de l'article 51 de la loi anticorruption qui rendait obligatoire la publicité en matière de cessions immobilières et foncières des collectivités locales. Naturellement, Bernard Bosson reste « *personnellement attaché à une plus*

grande transparence des relations entre les acteurs de l'urbanisme ».

- amnistie pour ceux qui auraient violé ce pauvre article 51. Il va sans dire que ce n'était pas pour mal faire, mais parce que la loi était trop compliquée.

- limitation stricte du droit des associations et des usagers à présenter des recours contre certaines décisions en matière d'urbanisme.

Certains mauvais esprits avaient cru comprendre que le gouvernement, à travers ces dispositions, traitaient l'écologie et la citoyenneté par-dessous la jambe. Erreur : il s'agit simplement de soutenir le bâtiment... qui n'a pas créé un seul emploi en 1993 malgré les milliards dont il a bénéficié.

Et le logement ! Toujours en fin d'année, nous avons eu le bonheur d'apprendre que M. de Charette avait décidé de relever les plafonds pour l'accès au logement social. « *Une réforme favorable aux familles* », a déclaré le bon, l'excellent ministre. Là encore, des esprits chagrins crurent malin de faire remarquer que des familles aux revenus modestes attendaient un logement depuis des années et qu'elles risquaient d'attendre longtemps encore en raison de l'arrivée de nouveaux candidats plus aisés. Eh bien pas du tout car le ministre fait confiance au sens des responsabilités des organismes d'HLM. Quand on fera le bilan, l'élection présidentielle sera passée...

A votre avis, est-ce M. Bosson ou M. de Charette qui mérite le titre de Père Noël d'honneur ?

Annette DELRANCK

Jeux de drôles

La candidature de M. Balladur, nul ne devait en parler François et Simone en ont parlé. Et maintenant on n'en parlera plus. C'est clair ?

La France est un drôle de pays où les plus intelligentes de toutes les marionnettes (*Les Guignols*, évidemment) annoncent, plusieurs mois à l'avance ce qui va se passer. De fait, quant à l'avenir présidentiel de M. Balladur, tout un peuple souriant - mais pas nécessairement consentant - a pu suivre sur Canal Plus ce que les conseillers en communication appellent la « montée en puissance » du Premier ministre et la... débânde de Jacques Chirac. Bien sûr, les sondages servaient de fil directeur, bien sûr, chacun pouvait voir le Premier ministre naviguer entre de redoutables écueils (sociaux, internationaux) et poursuivre sa route triomphale. Il n'empêche que cela fait curieux de voir un effet comique devenir réalité - alors que d'ordinaire le processus est inverse.

Toujours est-il que Simone Veil et François Léotard ont annoncé le même jour (19 décembre) qu'ils souhaitaient la candidature du Premier ministre. Président d'honneur du parti républicain, « Léo » n'avait pas prévenu ses propres amis. Et il est amusant de voir le Premier ministre, qui avait au moins donné un accord tacite, clamer à tous vents médiatiques qu'il ne saurait être question de rien avant des lunes et des lunes.

Toutes ces minauderies n'empêcheront pas les choses sérieuses de commencer. Aux obstacles majeurs que je signalais il y a quelques semaines (la situation catastrophique de l'emploi, les erreurs économiques, le caractère euphorisant des artifices sondagiers) (1) s'ajoutent maintenant des difficultés tactiques que M. Balladur semble sous-estimer. Dopé par les sondages, par la signature du GATT et par l'approbation parlementaire, le Premier ministre n'a pas vu que l'abrogation

de la loi Falloux le plaçait directement dans la ligne de mire présidentielle. Première erreur, que le Premier ministre tient, à tort, pour négligeable.

La deuxième erreur, c'est de ne pas savoir attendre son heure. A se laisser proclamer candidat dix-huit mois avant l'échéance, M. Balladur s'expose inutilement à l'ensemble de ses rivaux : M. Giscard d'Estaing, toujours mauvais perdant et qui conserve sa capacité de nuire ; M. Chirac qui va se démenner comme un beau diable pour tenir sa route et qui dispose encore de l'appareil du RPR ; M. Barre qui peut jouer une petite partition désagréable tout comme M. Monory qui se sent pousser des ailes de présidentiable depuis qu'il est président du Sénat. Plus grave encore, le Premier ministre qui avait l'avantage de coller à sa fonction devient *candidat présumé* : cela signifie que le paisible gestionnaire qui ne faisait pas de politique, l'arbitre en second qui était bien avec tout le monde, le grand bourgeois rassurant qui veut que les choses s'arrangent, va devenir le chef d'un clan politique, nécessairement en lutte avec les autres clans. Ce n'est pas une bonne chose pour un homme qui va devoir bientôt défendre le très mauvais bilan de sa première année de gestion. Croyez-moi, la présidentielle n'est pas encore jouée.

Sylvie FERNOY

(1) *Royaliste* n° 611.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : L'abbé Pierre a raison - p.3 : L'esprit des lois - Jeux de drôles - p.4 : La solution républicaine - Un prince et son avenir - p.5 : La sous-continent oublié - p.6/7 : Quelle défense pour la France - p.8 : Un intellectuel engagé - Un roi, trois règnes ? - p.9 : L'Europe à imaginer - p.10 : Goulag - La petite main - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Pour l'école publique.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(* Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

La solution républicaine

La guerre civile larvée qui sévit de l'autre côté de la Méditerranée paraît sans issue. Il n'est pourtant pas interdit d'espérer.

En Algérie, on tue. On tue des écrivains, comme Tahar Djaout. On tue des médecins, comme Djilali Belkhanich. En général on tue des intellectuels. Toutes celles, tous ceux qui osent refuser la loi de la terreur - militants et militantes, professeurs, journalistes - vivent dans la peur d'un attentat perpétré par tel ou tel groupe armé se réclamant de l'islamisme. Nous savons ce que cette stratégie vise, et entend détruire : la liberté d'expression, la parole démocratique. Mais nous n'avions pas vu ce que Rachid Boudjedra dénonce : le fait que les éléments les plus notoirement corrompus de l'État-FLN soient épargnés, le fait que le chef du FIS, Abassi Madani, ait été haut fonctionnaire du parti unique dans les années soixante-dix, le fait que « l'intégrisme et la mafia politico-financière s'entendent à merveille, se relayent et s'entraident sans faille, pour se partager le pouvoir en Algérie ».

Ce sinistre bilan montre l'échec des militaires algériens dont Ahmed Rouadja souligne la double erreur : la population, pour partie acquise au FIS, ne les a pas suivis et aucune solution politique n'a résulté du coup de force de 1991, tant il est vrai que la misère du peuple algérien est le meilleur sergent recruteur pour les groupes terroristes qui s'affrontent au nom du FIS ou pour défendre le pouvoir.

Mais que faire ? Pour Sami Naïr, trois issues se présentent :

- le coup d'État à la chilienne, mais les militaires ne sont pas sûrs ni de l'armée composée d'appelés, ni de recevoir l'aval de la communauté internationale et, surtout, cette solution violente renforcerait le FIS

dans son rôle de porte-parole des exclus. Or les dictatures ont toujours une fin - comme on l'a vu à Madrid, Lisbonne et Santiago.

- la révolution à l'iranienne provoquerait un bain de sang, et enfoncerait l'Algérie dans sa misère car les islamistes n'ont pas le moindre programme économique.

- reste la voie républicaine que préconise Sami Naïr. C'est la plus difficile, donc la plus courageuse, et la plus juste bien qu'elle soit fort étroite. Elle suppose dans un premier temps « un accord entre toutes les parties en jeu », donc des négociations avec le FIS. Ensuite la remise en route du processus démocratique par des élections au scrutin proportionnel afin de casser la logique des grands blocs ; l'élection du président de la République au suffrage universel serait maintenue et tous les partis seraient institutionnalisés mais une déclaration de principe interdirait que les candidats puissent se prévaloir de la religion. Enfin, un plan de redressement économique serait mis au point, avec rééchelonnement de la dette et gestion transparente d'un secteur pétrolier ouvert aux capitaux privés, dans le cadre d'un programme de relance.

Plutôt que de les démarquer hypocritement, nous avons voulu rendre hommage à ces trois analyses, émanant respectivement d'un écrivain, d'un sociologue et d'un politologue et publiées dans le même numéro de *Libération* (1). Tous trois prouvent, avec intelligence et courage, que les logiques violentes n'ont pas détruit l'espoir.

Philippe VILLARET

(1) *Libération* du 20 décembre 1993.

Un prince et son avenir

De Californie où il séjourne actuellement afin de poursuivre ses études, le prince Jean, duc de Vendôme, a souhaité rendre publiques ses réflexions sur son avenir personnel, à la fois privé et politique.

Dans un récent numéro (1), le magazine *Point de Vue* a publié un entretien avec le prince Jean, fils aîné du comte de Clermont, ainsi qu'un reportage consacré à son séjour aux États-Unis. En lisant cet entretien tous les Français fidèles à la Maison de France et sensibles au symbole que représentent les héritiers de nos rois seront heureux de découvrir l'itinéraire choisi par un jeune prince de France pour parfaire son apprentissage.

Après avoir suivi en France des études de droit et de philosophie, le petit-fils du comte de Paris a souhaité acquiescer aux États-Unis une solide formation économique. Ce choix l'amène aujourd'hui à fréquenter les cours de l'Université du *South Pacific* de Los Angeles en Californie.

Perçue en France comme un îlot de vie facile et un miroir de la futilité, la Californie, Extrême-Occident tourné vers l'Asie et le Sud, est surtout un prodigieux laboratoire de la modernité. Nul doute que de ce passage sur cet espace pionnier du continent américain, un jeune esprit européen puisse en retirer de précieux enseignements et une idée un peu plus claire du monde à venir.

On peut imaginer aussi que l'exil volontaire du prince Jean dans un pays aussi éloigné de la France par l'espace et les mentalités que le sont les États-Unis l'a aidé - comme pour tout Européen placé dans cette situation - à mieux percevoir l'identité de notre vieux continent. « Ce voyage m'a aussi permis d'élargir considérablement mon échelle des valeurs, de comparer mes opinions avec d'autres points de vue très différents et d'affiner mon jugement

sur les choses et les événements » affirme le petit-fils du chef de la Maison de France.

Les méditations que suscite chez le duc de Vendôme ce séjour américain concernent également son avenir personnel qu'il ne sépare pas de sa tradition politique familiale : « Je souhaite avant toute chose avoir une vie personnelle et professionnelle équilibrée. Mon héritage historique entre aussi en ligne de compte. Je crois fermement que l'on



ne peut aujourd'hui assumer l'un sans l'autre... j'envie donc à court terme mon avenir privé et à plus long terme mon avenir politique ».

Cette réflexion l'amène à préciser sa conception de la monarchie en cette fin de XX^e siècle : « ... le roi pourrait incarner une permanence à côté du pouvoir, ce qui permettrait une continuité dans la vie politique ». Par ailleurs il pense « qu'en l'état actuel des choses, la Maison de France a toujours une place à côté de l'État ».

Le prince Jean estime également que la monarchie en France peut avoir une chance en fonction des événements et de la volonté des Français.

Comme toutes les manifestations positives des membres de la Famille de France, ces paroles du prince Jean réjouiront tous les royalistes qui oeuvrent pour un pouvoir incarné, ouvert sur l'avenir et fidèle aux sources de notre histoire. Au delà des sympathisants, elles s'adressent à la réflexion de tous les Français soucieux du bien commun.

François VERRAZZANE

(1) *Point de Vue* n° 2369 du 28 décembre 1993.

Le sous-continent oublié

Les négociations commerciales du cycle de l'Uruguay ont précipité les évolutions dans un tiers-monde privé de référence. Le sous-continent indien en est l'illustration.

Nulle part mieux qu'en Inde, promoteur des grandes idées du non-alignement au plan international, érigé en modèle de développement intérieur (auto-suffisance, révolution verte), se rend-on compte des traumatismes subis et à venir. Le premier est la cassure du bloc des « demi-pauvres », des pays intermédiaires. A New Delhi le 10 décembre, le sommet des chefs d'État du G 15 (contrepartie du G 7, groupe des pays les plus industrialisés) n'a pu se tenir faute de quorum. Seuls le Malaisien (qui avait boycotté le récent sommet Asie-Pacifique de Seattle) et le Zimbabwéen s'étaient déplacés. La plupart des autres pays n'avaient pas souhaité le parallèle avec la conclusion du cycle de l'Uruguay quand bon nombre ne pensent qu'à monter dans le train du libre-échange (le Mexique dans l'ALENA). L'Inde ne doit pas se cacher que son statut international s'en trouve affecté.

Les gouvernements même sont menacés de déstabilisation. Comme on s'est aperçu qu'une politique extérieure active ne pouvait durablement être fondée sur une stratégie économique autocratique, les échanges sud-sud ne pouvant se substituer à la relation nord-sud, comment engager une politique de privatisations et de liberté économique interne sans accepter l'ouverture extérieure ? Les hommes d'affaires indiens qui ont entraîné le gouvernement sur la voie de la première voient leurs intérêts menacés par la seconde. L'opposition intégriste hindouiste, d'abord économiquement

libérale, dans la mesure où elle est l'expression des hautes castes et des marchands, a effectué un tête-à-tête idéologique en prenant la tête de l'opposition aux accords du GATT et en revenant à la ligne du développement endogène (Swadesh). Ce qui est très habile de sa part, au moment où l'argument proprement religieux plafonne (le BJP (1) n'a pas recueilli les fruits électoraux de la destruction de la mosquée d'Ayodhya le 6 décembre 1992 et perdu le pouvoir au cœur même de l'hindouisme, sur le Gange) et où l'on assiste à la montée d'un parti défendant les basses castes (85 % de la population, des intouchables aux *shudras*, jusqu'à présent subdivisés en de multiples castes et sous-castes). Tous les partis à commencer par les plus marxistes, sont dirigés par des brahmanes. Allié de circonstance aux socialistes, ce nouveau parti menace d'ébranler le système politique et pourrait susciter un renouveau des mentalités, les basses castes n'ayant aucune possibilité de promotion si ce n'est par la conversion au christianisme ou à l'islam ou par l'émigration. L'ouverture de l'Inde passe par la débrahmanisation de la politique.

Ceci vaut de la politique étrangère en proie à des révisions déchirantes. Le multilatéralisme assorti de regroupements politico-économiques entraîne une sorte de dérive des continents analogue à celle qui a détaché l'Inde de l'Afrique pour l'accoler à l'Asie formant l'Himalaya. Des pays ou des blocs de pays sont ainsi laissés à eux-mêmes, dans l'interstice entre les nouveaux blocs.

Ainsi en va-t-il de l'Afrique et de l'Inde. La politique extérieure de l'Inde depuis les années 50 reposait sur deux piliers : l'alliance avec l'URSS et le mouvement des non-alignés, tous deux périmés. Dans la constellation nouvelle, l'Inde ne fait pas partie de la zone Asie-Pacifique. L'ANSEA, association des nations du Sud-Est asiatique, ne veut pas d'elle. Les États-Unis ont choisi la Chine. L'Inde est anathème dans le monde arabo-musulman. Elle cherche désespérément des partenaires : la nouvelle Afrique du Sud dans la ligne de la vieille idée de l'océan Indien, lac de paix ? Une réconciliation historique avec le Pakistan avec lequel des conversations vont reprendre le 1^{er} janvier, les deux pays comprenant après beaucoup d'autres que leur lutte ne mène nulle part et que la paix ouvrirait de nouveaux horizons de coopération (la minorité musulmane d'Inde se joignant au parti des Basses castes sur une nouvelle approche intérieure ne peut manquer d'avoir des conséquences extérieures). Enfin l'Europe avec laquelle New Delhi fait encore le quart de son commerce extérieur et vient de signer un accord de coopération en panne depuis un an, l'Inde se souvenant d'être le plus européen des pays d'Asie, le seul à adhérer à ses critères de démocratie, de droit, d'administration, de finances publiques, avec ses qualités et ses défauts.

Dans la redistribution internationale des cartes, où chacun fait des choix et concentre ses objectifs et ses moyens, l'Europe doit recenser les occasions favorables qui s'offrent à elle, distinctement des États-Unis. L'Inde en est une, dans la perspective même de sa transformation.

Yves LA MARCK

(1) Le *Bharatiya Janata Party* (Parti du Peuple Indien) qui est passé de 2 sièges en 1984 à 96 en 1989 et a grimpé à 119 sièges en 1991, a ensuite plafonné lors des élections régionales de novembre 1993 perdant le pouvoir dans plusieurs États sauf dans la capitale New Delhi.

BRÈVES

♦ **AUSTRALIE** : Selon un sondage récent, l'idée républicaine serait en recul. En avril dernier, 52 % d'Australiens se prononçaient pour l'abolition du système actuel selon lequel le chef d'État est la reine Elisabeth II, alors qu'ils ne sont plus que 44 % à le désirer aujourd'hui. C'est un revers pour le Premier Ministre australien qui a fait de l'idée républicaine son cheval de bataille et qui a créé à cet effet une commission visant à étudier les moyens de proclamer la République en 2001. Sans doute est-ce l'annonce d'une prochaine tournée du prince de Galles en Australie qui a réchauffé les ardeurs monarchistes, puisque l'institution royale rassemble 48 % des suffrages selon ce même sondage.

Parallèlement *The Monarchist League* organise une campagne internationale demandant aux royalistes de tous les pays d'écrire à l'ambassadeur d'Australie pour lui dire tout ce que son pays perdrait si la monarchie y était abolie (Ambassade d'Australie, 4 rue Jean Rey, 75015 Paris).

♦ **BELGIQUE** : Premier message de Noël pour le nouveau roi des Belges, Albert II qui a rendu un vibrant hommage à la mémoire de son frère défunt, le roi Baudouin. « Au-delà de la grande tristesse que nous avons tous partagée ensemble, je retiens aussi cette extraordinaire union dont vous avez fait preuve en ces moments difficiles. C'était comme un dernier cadeau que vous vouliez faire... au roi défunt qui toute sa vie a été un artisan d'unité et de paix. Partout dans le monde, des millions d'hommes et de femmes se sont associés à votre émotion. Ils ont été frappés par votre attachement au roi défunt, à la monarchie et, à travers elle, à notre pays ». Devant l'ampleur du chagrin en Belgique, le roi Albert II a, par ailleurs, lancé un vibrant appel à la solidarité nationale « qui implique que l'objectif de l'accroissement du revenu de ceux qui travaillent doit passer à l'arrière plan au profit de la défense et de la création d'emploi en particulier pour les jeunes », et à plus de justice sociale « qui implique que chacun réfléchisse sur le fait que payer ses impôts... est également une forme de civisme ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Dans son traditionnel message télévisé de Noël, diffusé depuis sa résidence de Sandringham, la reine Elisabeth II a particulièrement insisté sur les espoirs de paix dans le monde et notamment en Irlande du Nord. « Ces dernières années, la peur a obscurci les rues. Maintenant nous voyons que la lumière de l'espoir peut à nouveau y briller. Puisse 1994 apporter aux braves gens qui vivent là-bas et qui mènent une vie droite la récompense qu'ils méritent : la paix ».

♦ **ESPAGNE** : Pendant que la télévision espagnole diffusait le message de Noël du roi à la nation, les émetteurs de la région de Pampelune étaient victimes d'un attentat de l'ETA. Ce nouvel acte terroriste apportait une terrible confirmation aux propos du roi Juan Carlos I^{er} qui déclarait notamment : « cette année, des Espagnols sont morts ou ont subi des violences graves du fait d'un terrorisme fanatique, dernier bastion d'un totalitarisme et d'une intolérance que nous pensions définitivement vaincus ». Dans son traditionnel message, le souverain espagnol a également engagé ses compatriotes à ne pas se laisser gagner par les tentations nationalistes ou anti-européennes qui pourraient naître des frustrations provoquées par le chômage galopant ou la crise économique.

♦ **MOYEN-ORIENT** : Une information erronée nous avait fait écrire que le ministre du commerce extérieur Gérard Longuet n'avait pas été reçu par les responsables des Émirats arabes unis lors de son voyage au Moyen-Orient. En fait, c'est en Arabie Saoudite qu'il n'a pas été reçu par le roi Fahd qui ne reçoit jamais de ministre « technique ».

Alexandre Adler

Quelle défense pour la France ?

● **Royaliste** : Quant à la politique de défense, la perplexité semble régner...

Alexandre Adler : Ce n'est pas étonnant, car nous n'arrivons pas seulement à la fin d'un seul cycle, mais de plusieurs à la fois. Bien sûr, nous en avons fini avec la guerre froide, qui a été le point culminant d'une grande guerre qui était devenue impossible à cause des armes nucléaires, mais qui avait mobilisé dans les deux camps toutes les ressources de la guerre totale.

La guerre totale, conçue par Clausewitz, part de ce phénomène bouleversant qu'a été la levée en masse et la mobilisation de toutes les ressources de la France révolutionnaire, avec pour objectif la destruction totale de l'adversaire. Cette guerre totale a été seulement esquissée au XIX^e siècle, puis s'est réalisée en 1914-1918 et en 1939-1945, avec deux différences majeures : la seconde guerre mondiale a provoqué plus de victimes civiles que de victimes militaires, et les capacités industrielles russe et américaine ont joué un rôle décisif dans la victoire sur l'Allemagne et le Japon - de même que les découvertes scientifiques et leurs applications techniques (radar, sonar). La guerre froide est l'apogée de ce cycle puisque la bombe atomique verrouille entièrement les conditions de la guerre : l'arrière domine entièrement, et la partie devient abstraite, puisqu'elle se joue dans les laboratoires, avec des simulations et des batailles virtuelles comme celle des fusées de Cuba et celle des euromissiles. Par ailleurs, les services de renseignements jouent un rôle qui dépasse le domaine militaire : renversement de régimes politiques, recherche d'informations économiques et scientifiques, etc.

● **Royaliste** : La France avait-elle bien compris cette situation ?

Alexandre Adler : Oui. La France a perdu deux batailles, en

Indochine et en Algérie, mais elle a gagné une campagne décisive en se dotant d'une force de dissuasion autonome. On sait que le général de Gaulle a créé cet instrument, on oublie souvent de dire qu'il a réorganisé l'ensemble de la défense en créant une Délégation générale de l'Armement qui a mis au point les instruments de cette dissuasion nucléaire, et en rattachant les services secrets au ministère de la Défense.

La France hérite de cette guerre froide une situation assez particulière : le consensus sur la Défense s'est reconstruit autour de notre incontestable victoire dans le domaine du nucléaire et de notre indépendance vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN ; mais il s'est fait en sacrifiant une partie des meilleurs éléments de l'armée, pris dans la guerre d'Algérie, dont personne n'avait daigné leur expliquer les enjeux : les militaires ont été trahis par les politiques, qui les ont laissés engager leur honneur, et les vrais responsables de leur révolte et de l'OAS sont Guy Mollet et Michel Debré. Après 1962, la suspicion a continué de peser sur le corps des officiers et ils ont été obligés de se taire. C'est regrettable, car les militaires connaissent leur métier, et peuvent apporter dans le débat sur la défense des idées qui méritent d'être discutées. Aujourd'hui, un colonel qui écrirait *Le fil de l'épée* devrait renoncer à devenir général. Il est donc très important de rendre aux militaires une certaine liberté d'expression.

● **Royaliste** : Quels autres cycles se terminent aujourd'hui ?

Alexandre Adler : Nous sommes à la fin du cycle des grandes guerres. Je ne dis pas que la France et l'Europe ne puissent être menacées de catastrophes, et c'est le devoir des politiques et des militaires que de se préparer au pire. Mais la grande guerre en Centre-Europe,

avec affrontement de chars et de troupes en Allemagne, n'aura pas lieu. L'armée qui s'y préparait n'a donc plus aucun sens, et la réduction du corps de bataille français est commencée.

S'achève aussi le cycle des guerres de conquête. Il y a encore plusieurs Saddam Hussein, et nous verrons de grandes batailles dans le tiers-monde, livrées en pure perte, et auxquelles la France devra peut-être prendre part sous une forme ou sous une autre. En revanche, la territorialisation de la puissance, même si elle continue d'exciter les dirigeants serbes, a elle aussi terminé son cycle. La puissance, aujourd'hui, est constituée par des industries, des brevets, des marchés. La conquête de territoires et le déplacement de population, selon des stratégies liées aux sociétés agraires, est en train de perdre sa signification. Il n'y a plus un seul État européen qui raisonne en ter-

mes d'espace vital, même s'il y a des problèmes conflictuels de minorités. Par ailleurs, il n'est plus concevable d'engager une classe d'âge dans des guerres de masse, ou même dans des conflits où les risques seraient élevés et où les intérêts vitaux de la nation ne seraient pas menacés. Le consensus sur la défense, que le nucléaire a créé, ne se retrouvera pas pour des conflits classiques et lointains : le consentement de la population française à la guerre du Golfe, dans une situation internationale exceptionnellement favorable, ne se reproduira plus. En fait, nous sommes entrés dans un monde de non-guerre où les démocraties industrielles seront de plus en plus réticentes à intervenir. L'humiliation qu'on éprouve face à la guerre en Bosnie n'a conduit à aucun mouvement de masse, et à aucun départ de volontaires.

Nous assistons à la fin d'un

troisième cycle, qui est celui de la guerre idéologique : aujourd'hui, en dehors du monde musulman, il n'y a plus de grandes querelles idéologiques. Nous nous retrouvons dans une situation que nous avons connue au XVIII^e siècle, lorsque les conflits étaient gérés par les rois à l'aide de troupes professionnelles, sans mobilisation de la nation autour d'une conception du monde. Les conflits redevenaient limités, sur des terrains et pour des enjeux limités, qui entraînent à des débats dépourvus de passions idéologiques : par exemple, tout le monde était d'accord pour condamner Saddam Hussein et sa politique, et la controverse a porté sur les méthodes qui permettaient de s'y opposer.

● **Royaliste** : Quelles sont les conséquences immédiates de la fin de ces trois cycles ?

Alexandre Adler : Nous connaissons une démilitarisation de la pensée, ce qui a des effets heureux, en ce qui concerne le fonctionnement des partis et l'organisation industrielle. A notre époque, le modèle n'est plus le capitaine d'industrie mais le cerveau californien qui gagne de l'argent en pianotant sur son ordinateur, et même le Japon nous renvoie des modèles qui sont plus familiaux que militaires... Mais cette démilitarisation de la pensée se traduit aussi par une démilitarisation pure et simple. Beaucoup de petits États européens (Belgique, Autriche...) n'ont plus que des armées symboliques. En France aussi, l'armée peut être sérieusement contestée par des conscrits qui en verront d'autant moins la nécessité que beaucoup de jeunes gens échappent au service militaire. Cette démilitarisation peut conduire à une situation dangereuse dans laquelle nous perdrons progressivement nos capacités d'intervention et de défense. Or il y a des situations où la force est nécessaire à l'expression du droit. Je pense bien entendu à la Yougoslavie. Il est vrai que la

situation à Sarajevo ne supporte pas les frappes chirurgicales ni les démonstrations musclées dont les bavards en chambre sont friands. Dans la guerre, il n'y a pas de frappe chirurgicale : après avoir bombardé les objectifs, il faut aller chercher ceux qui les tiennent, et même au Koweït, il a fallu envoyer finalement l'armée de terre. Or la Yougoslavie n'est pas le Koweït, et beaucoup d'hommes seraient sacrifiés pour occuper le terrain sans qu'on soit sûr de ce qui se passerait après le retrait des troupes que nous aurions envoyées. Mais il est vrai qu'on assiste avec honte à ce qui se passe en Bosnie, et il est vrai que les Serbes ont agi avec la plus grande résolution parce qu'ils étaient persuadés que nous n'interviendrons jamais. Peur devant l'action, peur de donner la mort et de subir : telle est l'effet de la démilitarisation de la pensée.

● **Royaliste** : Quelles réformes peut-on envisager ?

Alexandre Adler : Nous devons reconstruire nos forces armées avec des concepts nouveaux, nous devons garder les progrès que la guerre froide nous a permis d'accomplir, notamment dans le domaine de la haute technologie, et nous devons aussi accepter la démilitarisation de la société sans perdre pour autant toute capacité d'intervention. Une telle réforme sera donc longue et difficile à mettre en place, mais elle peut être accomplie si nous savons être à la fois radicalement révolutionnaires et radicalement conservateurs.

Il faut conserver l'intégration de l'armée et de la production de systèmes d'armes technologiquement avancés : il faut garder la Direction Générale de l'Armement, grâce à laquelle les militaires et les ingénieurs travaillent ensemble. Les ingénieurs de l'armement doivent rester le grand corps d'administration du ministère de la Défense, un certain nombre d'officiers doivent pouvoir intégrer ce corps grâce à de nouvelles passerelles, et les ingénieurs de l'armement doivent recevoir des responsabilités croissantes et des traitements proportionnés. A l'autre bout du système de défense, il y a la gendarmerie : elle doit rester dans ce système parce qu'elle y joue un rôle plus important qu'autrefois. Nous avons en effet à nous protéger contre les « menaces grises » : le terrorisme, mais aussi

la criminalité organisée en bandes armées que l'on voit dans certains pays. Par tradition, la gendarmerie peut intervenir contre ce type de menace, comme on l'a vu en Nouvelle Calédonie où elle a affronté une situation très difficile avec beaucoup d'intelligence et en évitant de faire usage de ses armes. La gendarmerie devrait devenir la grande force chargée de la protection du territoire - surveillance des aéroports et des voies de communication, renseignement antiterroriste, protection des centrales nucléaires, etc. Cela suppose que la gendarmerie soit mieux intégrée à l'ensemble des forces armées, et que la gendarmerie mobile coopère avec les autres unités militaires.

Il faut aussi être révolutionnaire. Nous avons aujourd'hui trop d'hommes sous les drapeaux, trop peu de matériel, et trop d'incertitudes sur ce que nous voulons faire. Je pense qu'il faut supprimer le service militaire, qui n'est déjà plus obligatoire pour les enfants de l'élite du pays : mieux vaut un service national civil pour tous, précédé d'une brève période d'instruction militaire, et un volontariat de jeunes (déjà qualifiés ou recevant une formation professionnelle) pour l'armée classique et la gendarmerie. A l'instar des polytechniciens, on pourrait par ailleurs envisager de rendre ce service militaire partiellement obligatoire pour les jeunes médecins et les élèves des grandes écoles, ce qui inverserait rigoureusement les critères de sélection pour le service militaire. Nous pourrions ainsi créer une armée capable d'être engagée efficacement. Reste l'avenir du nucléaire : il faut en finir avec les missiles du plateau d'Albion, qui datent de la guerre froide, et avec la composante pilotée de la force de frappe, mais garder les sous-marins et développer les armes nucléaires légères de type neutroniques, équipant des forces terrestres et aériennes, capables de dissuader des aventuriers - en y ajoutant une protection anti-missiles. Enfin et surtout, il faut lutter contre la désaffection du métier militaire qui résulte des évolutions que j'ai retracées en permettant des carrières souples, avec des allers et retours entre le civil et le militaire et des passerelles entre les divers éléments du système militaire. L'ensemble de ces changements demande une volonté politique considérable.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS



Un intellectuel engagé

Un roi, trois règnes ?

Quand un intellectuel algérien réfléchit à la conciliation de l'Islam et de la modernité, notre attention ne peut-être qu'éveillée...

Maîtrisant parfaitement la pensée occidentale et la philosophie arabo-musulmane, Rédha Malek retrace l'histoire intellectuelle du monde islamique pour souligner qu'un retour aux sources ne peut consister en une fixation envers un contexte archaïque, une application à la lettre des textes d'autrefois ou un refus de tout progrès, mais doit se révéler un retour à une réflexion critique et à une pratique évolutive de la religion, autrement dit, il convient de revenir aux sources du réformisme musulman. Il faut réhabiliter la raison, la conscience individuelle et la nation comme composantes de la pensée religieuse. Expliquant que c'est par le relèvement de la situation sociale, économique et politique des peuples musulmans que la cause de l'Islam sera entendue, l'auteur entend réintroduire la science et la raison comme principes fondateurs de la société et réhabiliter un nationalisme qui serait avant tout algérien et non plus panarabe.

Mais lorsque l'on sait que Rédha Malek n'est autre que le Premier ministre en Algérie, une autre lecture de cet ouvrage (1) s'impose. On soupçonnait en effet difficilement que derrière le faire-valoir civil mis en place par l'armée, puisse se cacher un homme de grande culture dont l'engagement politique prolonge une vaste réflexion intellectuelle.

On peut toutefois rester sceptique sur la finalité d'un tel essai politique. Dans une société qui ne dialogue plus, y a-t-il encore la place pour un débat intellectuel de haut niveau ? Et qu'attend la jeunesse algérienne, plongée dans la désespérance, sinon que le Premier ministre pose sa calame et retrousse ses manches ?

Christian MORY

(1) Rédha Malek - « Tradition et révolution, l'enjeu de la modernité en Algérie et dans l'Islam » - Ed. Sindbad - prix franco 138 F.

En un temps où les médias offrent trop souvent au public l'image de monarchies vêtues des oripeaux de la comédie - voire de l'opérette ! - il est bon de rappeler que la fonction royale est aussi servie par des monarques conscients et dignes de leur devoir, devoir parfois assumé jusqu'aux confins de la tragédie.

Le roi Michel de Roumanie est sans doute le monarque le plus shakespearien de notre histoire contemporaine, mais il est aussi le plus injustement méconnu du grand public français. Afin d'y remédier, Philippe Viguié Desplaces nous propose de lire un recueil de conversations qu'il a eues durant dix jours avec Michel de Roumanie. Il résume ainsi l'extraordinaire destin de cet homme exceptionnel : « Roi à six ans, détrôné par son propre père, replacé sur le trône quelques années plus tard, Michel de Roumanie a lutté sans relâche pour sauvegarder l'intégrité de son pays... ».

En effet, la vie du Roi est une longue suite de drames : tout jeune, il est séparé de sa mère par un père aussi fantasque que monarque médiocre, puis il devient otage d'une dictature qu'il renverse à l'âge de vingt ans pour s'opposer aux nazis, enfin il est exilé par les communistes qui plongent son pays dans une nuit de quarante années... C'est plusieurs décennies de la vie de son royaume que le Roi rappelle au travers de sa propre existence, mais c'est aussi le présent et l'avenir des Roumains comme de leur souverain qui sont évoqués.

Il décrit avec douleur et clairvoyance le passé récent de son royaume martyr, une Roumanie où les démons du passé sont loin d'être exorcisés et pour laquelle se répètent les mêmes erreurs de jugement de la part des démocraties occidentales. A ce propos, on aurait envie de citer tant de pages... Ainsi le « Vive Ceausescu ! », clamé par de Gaulle lors de sa visite à Bucarest en 1968, rend toujours amer le roi Michel : « C'est un jour de honte pour tous ceux qui y ont

participé. Je n'ai jamais accepté l'attitude de de Gaulle ni de tous ceux qui sont allés en Roumanie par la suite. Chaque fois qu'un chef d'État venait à Bucarest, le régime Ceausescu se donnait une nouvelle légitimité. (...) Qu'espéraient les Occidentaux du dictateur roumain ? Ils lui ont donné le prestige qu'il désirait sans rien obtenir en échange. (...) J'estime que, d'une



certaine façon, le monde libre s'est rendu complice, involontairement bien sûr, des crimes de Ceausescu ».

Car ces crimes, multiples, ont eu partout une multitude de complices ! A l'intérieur du pays, bien sûr... Pour une Doïna Cornea héroïque, combien d'universitaires bêtards ? Pour un pasteur Tokés, combien d'évêques collabos ? Et, plus inexplicablement, à l'extérieur, le silence honteux des États à très longtemps été encore renforcé par les petites lâchetés de tant d'hommes des médias ou de la politique. Pour un Josy Dubié qui, par un reportage courageux à la télévision belge, révèle Doïna Cornea puis contribue à lancer enfin l'opération « Villages roumains », combien de Jacques Chirac qui ne daigne même

pas répondre à un courrier personnel du roi Michel ?

Et maintenant ? C'est toujours le même colonel d'une Securitate simplement rebaptisée qui surveille la toujours « dissidente » Doïna Cornea, et c'est toujours le même Iliescu qui conduit le même rouleau compresseur d'un État totalitaire à peine déguisé... Quant aux Occidentaux, ils n'ont toujours rien compris !

« Beaucoup de jeunes Roumains n'ont pas bien compris pourquoi la France, pays de la liberté, apportait sa caution à un régime aussi peu démocratique que celui d'Iliescu » constate le Roi. Mieux encore, alors que le Président français n'hésitait pas à remettre un véritable certificat de démocrate à Iliescu en lui rendant visite à Bucarest, Pierre Joxe refusait d'autoriser le roi Michel à simplement visiter l'École de Guerre (où beaucoup d'officiers roumains ont pourtant été formés jadis).

Quand donc les démocraties occidentales réaliseront-elles que la Roumanie est vraiment « mal partie » et que l'unique solution raisonnable pour elle est le retour du Roi dans son pays (où sa popularité et son crédit sont immenses ; d'ailleurs le régime Iliescu a parfaitement compris « le danger » puisqu'il interdit de facto au souverain de rentrer à Bucarest) ?

Il convient de le dire et de le répéter : seule une monarchie constitutionnelle peut sauver la Roumanie de l'actuelle dérive néo-communiste - ou même de futures dérives fascisantes toujours possibles. Puisent les dernières lignes de l'ouvrage se révéler exactes : « J'aimerais dire à tous les Roumains que je serai bientôt parmi eux. Mon règne ne restera pas inachevé ».

Christian LIBENS

Sa Majesté le Roi Michel de Roumanie - « Le règne inachevé » Conversations avec Philippe Viguié Desplaces - Ed. Michel Lafon - prix franco 136 F.

L'Europe, à imaginer

Depuis trente ans et plus, c'est toujours le même discours. L'Europe, l'Europe, l'Europe, comme se gaussait le général de Gaulle. Elle est inéluctable, susurre le technocrate, relayé par le démocrate-chrétien, qui la déclame redemptrice de tous les péchés du passé nationaliste. Alors, depuis le temps, elle devrait être en béton cette Europe, irrécusable, souveraine, triomphante... Et elle l'est, à bien des égards, impeccablement pilotée depuis la grande maison bruxelloise par cinquante mille techniciens infatigables, producteurs d'une réglementation, voire d'un droit qui s'impose de plus en plus à tous les citoyens du petit cap de l'Asie. Pourtant, depuis le grand débat maastrichtien, elle est prise d'une crise de langueur surprenante. La crise économique n'explique pas tout, même si elle révèle à sa manière des symptômes intéressants. Que s'est-il bien passé ?

Dominique Wolton nous l'explique en long et en large dans un livre indispensable à qui ressent l'impératif besoin de faire le point sur tout (1). Car l'Europe est au carrefour de toutes nos incertitudes et de nos angoisses. D'une certaine façon, elle est le miroir de nos frustrations et risque de devenir de plus en plus le bouc émissaire de toutes les catégories en colère. Gare à la menace : à force de faire du « grand projet » la miraculeuse solution aux impasses actuelles, il y a quelque risque à provoquer l'effet inverse. Déjà, on peut dénombrer les corporations qui maudissent la caste bruxelloise : ce sont précisément celles qui ont tout reçu, ces dernières décennies, de la sollicitude européenne... Dominique Wolton tente un diagnostic intellectuel de fond. Derrière la gestion technocratique, il discerne l'idéologie moderniste triomphante et pourtant contrainte à l'autocritique. Mais il faut s'entendre : critiquer le modernisme, ce n'est pas prendre un parti antimoderne, c'est au contraire prendre la bonne distance qui permet d'apprécier comment « en triomphant, la modernisation devient sa propre caricature ». En partant d'un a priori pragmatique et en excluant les paramètres jugés non rationnels, les technocrates ont joué l'efficacité qui n'allait pas sans méfiance vis-à-vis des valeurs et des héritages historiques. Ce qui s'opposait au dynamisme de la croissance était rejeté au musée des archaïsmes et l'utilitarisme d'Adam Smith promu comme paradigme politico-économique. Contre le marxisme, qui privilégiait une grille idéologique et contre le passé gorgé de haines historiques, il y avait lieu de s'arracher au socle fatal des traditions et du débat téléologique : « L'empirisme moderniste et rationaliste constitue une sorte de SMIC idéologique au sein de cette fameuse élite des 50 000 qui fabriquaient l'Europe. Si ceux-ci n'avaient pas les mêmes origines, ni toujours les mêmes convictions, au moins étaient-ils d'accord sur ce SMIC instrumental ».

Pratiquement, cela revenait à identifier le primat de l'économie avec la construction de l'Europe conçue comme le plus vaste espace homogénéisé, conformément à la loi des trois stades : « C'est-à-dire la loi selon laquelle le niveau des développements d'un pays se mesure à sa capacité à réduire, en fonction des gains de productivité, la population active du secteur primaire, puis du secteur secondaire, pour grossir enfin le secteur tertiaire, symbole de la modernité... Il a fallu attendre les dégâts du progrès dans les années 80 pour commencer de remettre en cause, bien timidement ce schéma moderniste dont la gravité de la crise économique est aujourd'hui un autre exemple ». Et c'est le débat autour du traité de Maastricht qui conduit aujourd'hui à une révision générale de la doctrine européenne, puisqu'enfin, pour la première fois, l'Europe technocratique s'est vraiment affrontée à l'Europe démocratique, c'est-à-dire à l'Europe des peuples et des citoyens. Cela au moment même où le drame de l'ex-Yougoslavie imposait aux dirigeants non tant leur propre impuissance militaire que leur incapacité à aborder de front un conflit sorti tout droit de l'histoire, rebelle par nature à toute solution inspirée du modernisme.

Un des mérites du volumineux dossier que nous offre Dominique Wolton est aussi de prendre la mesure du débat sur Maastricht à l'échelon européen. Ainsi se trouve balayée l'illusion d'un espace public européen à l'intérieur duquel 350 millions de citoyens se seraient identifiés grâce à des repères identiques. Bien au contraire, chacune des

douze nations de l'actuelle union a débattu des atouts et des inconvénients du traité en se référant à ses propres paramètres, son prisme culturel, ses *habitus* politiques et historiques. Cela ne veut pas dire qu'au total, Maastricht n'ait pas constitué un progrès dans la conscience générale ni une avancée politique. Simplement une modification qualitative capitale s'est produite, aussi bien du point de vue de la manière d'aborder la question européenne (politique et non plus technocratique) que du point de vue de l'appréhension de la réalité européenne (démocratique et donc populaire avec tous ses enracinements). Du coup le volontarisme, qui est l'autre face de l'utilitarisme économique, est obligé de céder le pas à une autre démarche, beaucoup plus lente, plus respectueuse des disparités (non fonctionnelles) et des identités (rebelles à l'uniformisation). L'Histoire fait un retour en force, qui terrifie les modernistes et interroge les politiques.

Dominique Wolton prend, lui, résolument, son parti de la situation : « Que faire ? Réhabiliter la bande des quatre : passé, identité, nation, religion ». C'est évidemment un contresens absolu pour quiconque a adopté les principaux paradigmes de la modernité. Mais à se crispier sur ce qu'on croit être l'unique vecteur du progrès, on risque de passer complètement à côté de l'objet à identifier. Cette fameuse Europe, objet de toute la ferveur technocratique, se trouve prise à contre-pied par la dure réalité de ses opinions diversifiées, de sa culture stratifiée, de ses peuples forgés au creuset des siècles et des affrontements immémoriaux. Et tout cela fait plus que s'imposer dans le face-à-face avec l'autre Europe, celle de l'Est, surgie de l'effondrement du communisme, d'autant plus incapable de s'aligner sur le modèle capitaliste imposé qu'elle en ressent déjà tous les inconvénients, quand ce n'est pas les contraintes insupportables.

Ce que le regard politique impose aux a priori économistes et modernistes, c'est un consentement à ce qui est hors de vos prises directes ou de vos grilles intellectuelles. « En politique, tout est plus compliqué qu'en économie, justement parce qu'il existe une pluralité de valeurs et que la sanction est toujours moins nette qu'avec le marché ». Mais comment voulez-vous qu'on renonce à la seule mesure du marché, quand celui-ci vient à peine de triompher de son adversaire implacable, l'économie dirigiste ? Justement, l'épreuve de l'acceptation de l'autre est aujourd'hui le plus redoutable obstacle au capitalisme triomphant, en ce qu'elle l'oblige à se remettre en cause, y compris du côté de ce qu'elle croyait être ses propres principes, ceux reçus des lumières et de la culture des droits de l'homme. « Combien de situations où l'Europe riche a fermé les yeux et refusé d'appliquer les principes qu'elle a inventés et exportés au monde entier... ». Qui ne se souvient de ces milliers d'Albanais expulsés sans ménagement d'Italie. D'évidence l'ampleur de la solidarité avec l'Europe de l'Est est faible. Il se passe même que le mouvement de sympathie des dernières années se mue brusquement en hostilité brutale lorsque les exigences de la solidarité concrète se heurtent à l'aisance acquise et au refus de celui qui n'est pas votre semblable.

Les politiques qui dénonçaient dans Maastricht son indifférence à l'Europe de l'Est et qui réitéraient aujourd'hui leurs avertissements sont donc dans le vrai. J'ajouterais moi-même l'objection décisive de François Perroux qui manque, à mon sens, à l'analyse si décisive de Dominique Wolton. Lorsque l'Europe s'organise en puissance face aux superpuissances, c'est trop souvent au détriment de sa vocation historique, qui est d'être sans rivages et donc orientée vers un service oecuménique de tous les autres. Ce que Malraux disait de la France est vrai aussi de l'Europe : « Elle n'est elle-même que si elle l'est pour les autres ». Ceci étant affirmé pour signifier un accord fondamental avec Dominique Wolton. Il faudrait examiner tous les volets de son dossier et les discuter avec ceux que sa critique met en cause. Car envisager l'Europe réelle, c'est revoir complètement notre conception du monde. Vaste problème.

Gérard LECLERC

Dominique Wolton - « La dernière utopie - Naissance de l'Europe démocratique » - Ed. Flammarion - prix franco 168 F.

↳ Gérard Leclerc.



Goulag

Soljenitsyne et d'autres écrivains russes nous avaient déjà fait connaître les univers ignobles des « hôpitaux » psychiatriques et du goulag. Voici que Leonid Gabychev nous apporte un témoignage accablant sur les camps de concentration pour enfants.

On pensait déjà en savoir assez sur l'immense gâchis humain perpétré par les dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Hélas, on n'en finit pas de découvrir de nouvelles barbaries. Non pas que le goulag des enfants nous était inconnu (Soljenitsyne l'évoque dans son *Archipel*), mais le récit de Gabychev nous livre à l'état brut - sans commentaires - la vie quotidienne de ces enfants jetés dans un monde concentrationnaire impitoyable.

Le lecteur reste abasourdi de la facilité avec laquelle la justice soviétique envoie un enfant en « camp ». De petits larcins (vols à l'étalage, etc) semblent punis avec la même sévérité qu'un meurtre. A lire l'auteur, le mauvais exemple est partout, la corruption qui règne à tous les niveaux de la société soviétique ne peut qu'inciter les mineurs à faire de même.

L'organisation du goulag des enfants est calquée sur celui des adultes : caïds, *regs...*, font régner l'ordre avec la bénédiction des autorités pénitentiaires. Mais, à la différence du goulag des majeurs, aucune solidarité n'existe entre les garçons qui se comportent comme des jeunes fauves cruels.

Il est impossible de lire ce récit avec passion. Je dois même dire qu'on le lit souvent avec ennui, tant le propos est monotone : punitions, tortures, humiliations... Car, à répéter « des coups, encore et toujours » le lecteur finit par se fermer à la réalité du texte. Et puis, surpris, il se réveille avec honte, comprenant que ce qui est raconté, là, sous ses yeux, ce sont les vies misérables de gosses broyés par une idéologie totalitaire.

Marc DESAUBLIAUX

Leonid Gabychev - « Le Goulag des enfants » - Ed. Plon - prix franco 150 F.

La petite main

Un livre offert au printemps, symbole de la vie qui renaît, et qui s'accorde bien mieux aux couleurs de l'automne, dont on sait quelle est la plus belle des saisons même si elle annonce l'apparence de la mort.

Il est coutumier de prétendre que, passés trois mois après son édition, un livre ne présentant plus d'intérêt pour les épicier se proclamant libraires, il disparaît des rayonnages. On ne confondra pas ici commerce et plaisir de lire, en signalant au lecteur distrait à qui il aurait pu échapper, que *La petite main* (1) de Geneviève Dormann, publié en mai dernier, est le genre de roman qui passe les modes et l'épreuve du temps.

Vidons d'abord une querelle. Il y a quelques années j'avais dit ici (2) tout le grand plaisir que m'avait procuré la lecture du *Bal du Dodo* tout en formulant une appréciation assez vive sur un court passage du livre. Piquée - car le propos était sans doute un peu excessif - Geneviève Dormann, dans le style qu'on lui connaît m'avait adressé une énergique et bien spirituelle réplique. Nonobstant, comme dirait la maréchaussée, je récidive. Au risque de passer pour un maniaque excessif, j'ai trouvé parmi les trois cent sept pages du roman, une phrase qui m'a déplu, mais alors totalement, phrase d'une méchanceté absolument gratuite, inutile, sans rapport avec l'histoire, profondément blessante à l'endroit des malheureux qui ont l'infortune d'être mongoliens. Pourquoi s'arrêter si longuement sur ces trois lignes ? Que l'on me permette de poser la question : et si Vinci sous le nez de sa Joconde avait peint ne fut-ce qu'un poil, un tout petit poil ? Le lecteur trouvera et jugera à son tour. Heureusement qu'il y a le reste, tout le reste.

Sylvain Cheviré, jeune inspecteur des finances, dormait seul. Son épouse qui relevait de couches était en clinique ; il rêvait... « *Sézanne Veil, ou quelqu'un d'autre lui ressemblant. Beaucoup plus jeune elle*

n'a pas cet air dur, ce gros derrière ni ce regard méfiant de paysanne moldo-valaque qui surveille au marché son étal à lapin ». Rêve-t-il encore lorsqu'il sent près de lui, tout contre lui, le corps de Diane Larchant, amie de ses aînés ? Non ! elle est là, réelle, garce et innocente et ce grand nigaud de Cheviré, amoureux fou de sa Caroline, si belle, si intelligente et riche - encore que s'agissant des choses du sexe elle s'exprime davantage en hussard ou traînée qu'en bourgeoise distinguée - cède aux charmes aigres et maigrichons d'une gamine de 13 ans ; cette Lolita des beaux quartiers subjugué ce quadra qui ne la désire même pas. C'est-elle qui le possède.

C'est donc la minable aventure de cet homme qui est ici contée. L'entreprise n'était pas sans risques si l'on se rappelle - et comment l'oublier ? - qu'il y a déjà un peu plus de trente ans tout semblait avoir été dit et de la meilleure façon qui soit sur cette étrange passion. Ici l'histoire se renouvelle pour devenir quelquefois presque accessoire à

cette autre aventure que fut la vie d'Auguste, marin-pêcheur grand amateur de picon-bière et de son épouse Lazelle à l'inflexible volonté, sorte de Pénélope fidèle jusqu'à l'absolu à l'archipel des Chaussey et à l'océan qui l'entoure, où le couple, grands-parents de Sylvain a toujours vécu.

Comme la marée qui monte et descend, on passe de la rue du Bac à ces îles de la Manche, de Sylvain englué dans le piège mortel tendu par la petite Diane dont les charmes s'épanouissent non sous l'effet de l'amour - absent - mais du plaisir, à Caroline l'épouse trop parfaite, au vieux couple ivre du vent du large et de la mer. Sylvain perdra tout, sauf l'ultime consolation d'un dernier regard sur cet océan qui ne l'a jamais trompé. Diane la perverse avait gagné, il était temps de rejoindre l'Auguste et Lazelle.

Avec ce livre d'une passion qui n'est pas celle que l'on croit, Geneviève Dormann rejoint, elle, à sa manière, les grands écrivains de la mer que nous aimons : Deniau, Conrad, Perret...

Michel FONTAURELLE

(1) Geneviève Dormann - « La petite main » - Albin Michel - prix franco : 138 F.

(2) *Royaliste* n° 522 du 16 octobre 1989.

royaliste

Royalisme,
Royalistes
et Royautés

SOMMAIRE

Page 2	Chloé - Thailand.	Page 12	Contre l'entrée de réfugiés.
Page 3	Le Prince et la révolution de Cuba.	Page 14	Alphonse de Turgot.
Page 4	Les nouvelles revues de la revue d'été.	Page 15	Le comte - un reportage pour le dimanche.
Page 5	La République européenne et la loi.	Page 16	Le comte de Paris.
Page 6	Paul de La.	Page 17	Chloé - Dinaux.
Page 7	Dieu la méduse.	Page 18	Chloé - Dinaux.
Page 8	La monarchie dans une vie.	Page 19	Michel de Sade.
Page 9	Autres récits de monarchie.	Page 20	Michel de Sade.
Page 10	Tradition et modernité dans la loi de Dieu.	Page 21	Dieu la méduse.
Page 11		Page 22	Alphonse de Turgot.

VIENT DE PARAÎTRE

Un nouveau "petit dossier", il regroupe des articles parus dans *Royaliste* autour du thème de la monarchie.

Les "petits dossiers" sont à la fois une façon commode de retrouver un article et un moyen de propagande. Leur prix modique (14 F franco) les met à portée de toutes les bourses !

Déjà parus : L'enseignement - La Corse - Immigration, citoyenneté - Écologie.

Yvan Aumont, Bertrand Renouvin, la rédaction de *Royaliste* et les animateurs de la Fédération d'Ile-de France de la NAR seraient heureux de vous accueillir au

POT DE L'AN NOUVEAU

le

SAMEDI 15 JANVIER

à partir de 16 heures
jusqu'à 19 heures

dans les locaux de la NAR

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)

à 17 h 30 : allocution de Bertrand RENOUVIN

Le nouveau livre de la princesse Chantal de France « Princesse et citoyenne » sera mis en vente à cette occasion.

SOUSCRIPTION

Un grand merci à tous ceux de nos amis qui, sans attendre nos appels à l'aide, versent régulièrement leur obole à notre souscription. Leur aide nous est indispensable pour pouvoir équilibrer notre budget toujours fragile et poursuivre notre entreprise.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Roger Akriche 100 F - Mme Auboyneau 150 F - Serge Avicé 100 F - Jacques Beaume 1100 F - Didier Bourdelin 100 F - F.B. (Yvelines) 30 F - Dr Jean Cayotte 130 F - Sébastien Chauvel Le Borgne 30 F - E.C. (Hte Garonne) 30 F - Philippe Clavel 110 F - P.C. (Paris) 30 F - J.-L.D. (Paris 12) 500 F - Armelle Fincato 80 F - Fernand Gohard 230 F - Jean Gonthier 100 F - Jean-Marie Gurvil 100 F - René Hostache 200 F - Bernard Lanza 15 F - Suzanne Laperteaux 100 F - Antoine Lazinier 150 F - P.L. (Liège) 80 F - G.M. (Marseille) 30 F - Christian Mory 140 F - Hugues Noël 57 F - Jean-François Pasquier 100 F - Pascal Pitz 30 F - M.P. (Rhône) 100 F - Paul-André Richard 130 F - Daniel Rietsch 50 F - Un vieil anarcho-royaliste d'Amérique 250 F - Luc Tapin 30 F - Mme V. (Bruxelles) 200 F.

Total de cette liste : 4582 F

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992).

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18).

Tarif franco :
format 10x15 : 16 F
format 13x18 : 30 F
format 20x30 : 58 F.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 12 janvier - Dans la misère du monde, il y a la prostitution, spectacle habituel, et pratique de masse, qui fait oublier que le mot rime avec exploitation. Professeur d'histoire à l'université de Grenoble (qui apporta une remarquable contribution lors d'un colloque que nous avions organisé sur la Révolution) Jacques SOLÉ vient de publier un monumental ouvrage, « L'âge d'or de la prostitution », sur la prostitution en France et dans le monde, qui est à la fois une histoire et une enquête qui pose une question grave : la société industrielle engendre-t-elle la société prostitutionnelle ?

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double coeur vendéen - 24 mm de haut.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pour l'école publique

La France vivait depuis près de dix ans dans la paix scolaire. Le gouvernement Balladur vient de rallumer la guerre. Il importe peu que l'abrogation de la loi Falloux soit une erreur d'appréciation politique, ou l'effet d'une savante manoeuvre. C'est une faute grave, dans la forme et sur le fond.

En escamotant le débat parlementaire sur le financement public de l'école privée, le gouvernement et sa majorité ont montré leur total mépris pour une opposition déjà réduite à la portion congrue. Faut-il en conclure qu'une Assemblée peut être exemptée d'un débat sous prétexte qu'il se serait déjà tenu dans l'autre Assemblée ? Faut-il en conclure qu'il n'est pas utile que la minorité amende les textes législatifs sous prétexte qu'elle sera battue ?

En piétinant les droits du Parlement, le gouvernement Balladur a montré le peu de cas qu'il faisait de l'information des citoyens, qui est la condition première d'une démocratie vivante. Sur la question scolaire, qui divise les Français depuis plus d'un siècle, cette information était essentielle. Le gouvernement ne s'est pas contenté de l'empêcher. Il a sciemment désinformé l'opinion publique en invoquant une urgence qui serait due à l'insécurité des établissements privés.

ARGUTIES

En attendant que toute la lumière soit faite sur les conditions d'élaboration du rapport Vedel, et en observant que le rapporteur se déclare surpris de la précipitation gouvernementale, il importe de rappeler que les établissements publics et privés d'enseignement sont visités à dates régulières par des Commissions de sécurité qui rendent un avis en forme de procès-verbal et qui peuvent imposer l'exécution de travaux. Il est étrange que ces procès-verbaux n'aient pas été utilisés. Il est peu vraisemblable que les travaux ordonnés n'aient

pas été exécutés. Il était facile, en cas de danger pour les enfants, de voter des crédits supplémentaires sans abroger la loi Falloux : d'ailleurs, le gouvernement ne venait-il pas de dégager 1,7 milliards de mesures nouvelles pour l'enseignement privé ? Enfin, il est à noter que le secrétaire général de l'enseignement catholique nie l'existence du péril évoqué par M. Bayrou et qui nuit sérieusement à la réputation de l'école privée.

Chacun voit que le gouvernement Balladur et sa majorité ont eu pour seule ambition de satisfaire leur clientèle électorale, avec une hâte dans la procédure et un cynisme dans la désinformation que regrettent les plus hautes autorités - notamment Mgr Decourtray - et les représentants les plus qualifiés du catholicisme français. Ceux-ci avaient tout intérêt à l'aménagement paisible de la loi Falloux, et ils ont tout à craindre d'une nouvelle guerre scolaire. La voici rallumée dans la nation. La voici portée à tous les échelons locaux : à partir du moment où « *les collectivités locales fixent librement les modalités de leur intervention* » en matière d'aide aux investissements des écoles privées, tous les acteurs du système éducatif feront pression sur les élus, de droite comme de gauche, qui seront confrontés à des choix difficiles et se verront entraînés dans d'interminables conflits. La limite de 10 % imposée par la loi Falloux, souvent transgressée et certainement renégociable, avait l'avantage de protéger à la fois les élus locaux et les équilibres budgétaires qu'ils ont à trouver.

Enfin, l'avantage donné aux établissements privés risque d'être de courte durée car il attire l'attention sur deux contradictions dont il faudra bien sortir : d'une part, le privé ne peut réclamer sans cesse des mesures spécifiques (en matière de statut et de formation) et réclamer ensuite une égalité de traitement avec le public ; d'autre part, le financement par les collectivités publiques d'immeubles

privés posera un jour ou l'autre la question de leur cession aux dites collectivités. A terme, la situation de l'enseignement privé devra être réexaminée dans son ensemble. Dans l'immédiat, c'est le service public de l'enseignement qui est mis en péril par la loi Bayrou.

- L'égalité des financements n'est pas garantie puisque la moyenne qui sera établie à l'échelon départemental n'empêchera pas qu'un avantage soit donné à l'école privée dans certaines communes.

- L'égalité entre les deux écoles est un leurre, l'enseignement public étant soumis à des obligations dont le privé est dispensé puisqu'il peut choisir ses élèves, ses enseignants et ses lieux d'implantation.

- Sous l'égalité fictive, deux systèmes d'enseignement vont s'opposer plus encore que par le passé, et aggraver la fracture sociale entre les Français. Qui oserait nier, en effet, que l'école privée accueille principalement les enfants des milieux favorisés alors que le service public est par définition ouvert à tous ?

MANIFESTER

En 1984, la Nouvelle Action royaliste avait fermement défendu le principe de la liberté de l'enseignement, donc l'existence d'établissements privés, confessionnels pour la plupart. Mais elle a toujours considéré l'école laïque comme l'école de la nation tout entière, qui accueille les enfants sans les sélectionner selon le milieu social, la nationalité et la religion. C'est pourquoi elle appelle ses militants et sympathisants à manifester le 16 janvier pour la défense de l'enseignement public.

LE COMITÉ DIRECTEUR
de La Nouvelle Action Royaliste